



MENA-OECD  
Governance Programme  
Training Centre



SNA



OECD

***Vers une meilleure élaboration des normes et accès à la justice en vue de la reprise***

Groupe de travail MENA-OCDE sur la réforme réglementaire et l'État de droit

21 mars 2022 [via Zoom](#)  
(9h45-12h, heure de Paris)

Right



MENA - OECD  
Governance Programme



OECD

BETTER POLICIES FOR BETTER LIVES

## Aperçu et objectifs de la réunion

Le Groupe de travail MENA-OCDE sur la réforme réglementaire et l'État de droit organisera sa réunion annuelle sur le thème « **Vers une meilleure élaboration des normes et accès à la justice en vue de la reprise** » le 21 mars 2022 à 9h45 (heure de Paris) via Zoom. Cette réunion est organisée conjointement avec le Programme MENA-OCDE pour la gouvernance et son [centre de formation basé à Caserte](#).

Comme cela a été souligné lors de la précédente réunion du Groupe de travail IV MENA-OCDE en 2020, il devient difficile d'anticiper et d'identifier les effets des réglementations d'urgence en période de crise. Par conséquent, la mise en place de bonnes pratiques et de recommandations en matière de politique réglementaires et de gouvernance pour un environnement plus favorable aux affaires et un meilleur accès à la justice sont essentielles afin de garantir le respect de l'État de droit.

Dans sa Recommandation de 2012 concernant la politique et la gouvernance réglementaires<sup>1</sup>, le Conseil prend acte de ces circonstances particulières et recommande qu'en concevant les réglementations, les gouvernements doivent être conscients de l'incidence de celles-ci sur les entreprises.

Néanmoins, il est généralement compliqué pour les entreprises de se repérer dans l'environnement juridique et de se conformer aux réglementations. En effet, elles rencontrent certaines difficultés pour accéder au système judiciaire, notamment pour faire face au niveau élevé de complexité, aux coûts et à la longueur des procédures, ainsi qu'au manque d'accès à des informations claires, ralentissant ainsi leurs activités.

Cette réunion, organisée par le Programme MENA-OCDE pour la gouvernance, mettra en évidence les défis et les opportunités, afin de tirer les leçons des mesures prises par les gouvernements pour aider les entreprises à se familiariser avec la réglementation et les services de justice pendant la pandémie. Elle permettra de discuter de l'impact de ces efforts et donnera l'occasion de réfléchir aux domaines dans lesquels les outils de gestion réglementaire et l'accès à la justice peuvent être adaptés et faire l'objet de nouvelles améliorations.

Cette réunion s'inscrit dans le programme de travail du Programme MENA OCDE sur la Gouvernance concernant les questions de bonne gouvernance et d'État de Droit. Au cours des dernières années, le programme a publié plusieurs évaluations nationales et rapports régionaux sur la bonne gouvernance ainsi que des manuels de rédaction des lois dans lesquels les pratiques de la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) sont comparées à celles des pays de l'OCDE et aux pratiques internationales.

---

<sup>1</sup> <https://www.oecd.org/fr/gouvernance/politique-reglementaire/recommandation-de-2012.htm>

**Pour en savoir plus :**

- OCDE (à paraître, 2022), Policy Paper on Access to Justice for SMEs
- OCDE (2021), [Recommandation en faveur d'une gouvernance réglementaire agile permettant de mettre l'innovation à profit](#)
- OCDE (2021) [Framework and Good Practice Principles for People-centred Justice](#)
- OCDE (2021), [Politique de la réglementation : Perspectives de l'OCDE](#)
- OCDE (2020) [Access to justice and the COVID-19 pandemic: Compendium of Country Practices](#)
- OCDE (2020), [Analyse d'impact de la réglementation](#)
- OCDE (2020), [Regulatory Quality and COVID-19 Note: Managing the Risks and Supporting the Recovery](#)
- OCDE (2019), [Equal Access to Justice for Inclusive Growth: Putting People at the Centre](#)
- OCDE (2019), [Legal Needs Surveys and Access to Justice](#)
- OCDE (2018), [La réforme de la réglementation dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord](#) (en arabe)
- OCDE (2018), [Legislation and Good Governance: The Role of Legislative Drafting Manuals](#)
- OECD (2016) [Charte régionale pour la qualité de la réglementation, MENA-OCDE](#)
- OCDE (2013) [La réforme de la réglementation dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord : Mise en œuvre des principes de la politique réglementaire pour renforcer la croissance inclusive](#)
- OCDE (2012) [Recommandation du Conseil concernant la politique et la gouvernance réglementaires](#)

# PROGRAMME

Lundi 21 mars 2022

[VEUILLEZ VOUS INSCRIRE À L'AVANCE EN CLIQUANT ICI](#)

La réunion se tiendra en anglais, en français et en arabe. L'interprétation simultanée entre l'anglais, le français et l'arabe sera disponible tout au long de la réunion.

9h45 -10h00 **Accueil des participants**

## Mots d'ouverture

- 10h00 -10h15
- **S.E. Ambassadeur Antonio Bernardini**, Représentant du Gouvernement de l'Italie
  - **Mme Anabela Pedroso**, Secrétaire d'État à la justice du Portugal, coprésidente du Groupe de travail MENA-OCDE sur la réforme réglementaire et l'État de droit.
  - **Conseiller Nabil Ajroud**, conseiller juridique du gouvernement tunisien, coprésident du Groupe de travail MENA-OCDE sur la réforme réglementaire et l'État de droit.

*Maître de cérémonie* : **Amr Soliman**, Analyste des politiques, Programme MENA-OCDE pour la gouvernance

## Session 1 : L'analyse d'impact pour une meilleure agilité et qualité des politiques réglementaires, en particulier pour les entreprises et les citoyens

10h15-11h00 Selon les Perspectives de l'OCDE sur la politique de la réglementation 2021<sup>2</sup> et la Recommandation de l'OCDE en faveur d'une gouvernance réglementaire agile permettant de mettre l'innovation à profit<sup>3</sup>, l'un des effets probables de la pandémie de COVID-19 réside dans le fait que les régulateurs s'acquitteront à l'avenir de leur mission dans un environnement plus incertain. Par conséquent,

<sup>2</sup> <https://www.oecd.org/fr/publications/politique-de-la-reglementation-perspectives-de-l-ocde-2021-494d5942-fr.htm>

<sup>3</sup> <https://www.oecd.org/fr/gov/politique-reglementaire/better-regulation-and-innovation.htm>

les techniques de gestion de la réglementation telles que l'identification des problèmes ou l'analyse d'impact doivent également être ajustées et adaptées à des groupes spécifiques de parties prenantes. Les bonnes pratiques réglementaires, les instruments et les outils qui favorisent une gouvernance réglementaire agile, tels que l'analyse d'impact de la réglementation (AIR) ou la mobilisation des parties prenantes, mais également la coopération réglementaire internationale, permettent donc d'anticiper l'impact et de relever les défis auxquels se heurtent les entreprises à cet égard.

*Présentation de bonnes pratiques de l'OCDE par Christiane Arndt-Bascle, Cheffe de l'unité d'Évaluation de la performance réglementaire, OECD*

*Intervenants :*

- **Dr. Heba Shahein**, Directrice exécutive, ERRADA, Égypte
- **Mme Nouf Al Mukhaini**, Chercheuse senior, Département du développement économique, Abou Dhabi
- **Dr. Francesco Sarpi**, Chef des unités « Rationalisation et amélioration de la réglementation » et « Analyse d'impact de la réglementation », Présidence du Conseil des ministres, Italie
- **M. Sang-young Lee**, Directeur adjoint, ministère des PME et des Start-ups, République de Corée

Discussion ouverte et questions-réponses :

Les participants seront invités à donner un bref retour d'information (2 min) sur le sujet.

## **Session 2 : L'accès à la justice pour le renforcement de la croissance inclusive et de l'État de droit**

Cette session se concentrera sur la manière dont l'État de droit et la mise en place d'un système judiciaire répondant efficacement aux besoins spécifiques des entreprises peuvent favoriser la croissance socioéconomique et renforcer la confiance de la population. Elle permettra d'examiner les types de problèmes juridiques auxquels les entreprises se heurtent, l'efficacité des systèmes judiciaires actuels pour répondre à ces besoins et les possibilités de mise en place de services plus efficaces à l'intention des petites et moyennes entités commerciales. En outre, la session explorera les compromis qui pourraient être faits pour atteindre l'efficacité et l'équité dans cet effort.

*Présentation de bonnes pratiques de l'OCDE par Dr. Tatyana Teplova, Cheffe de Division et Conseillère principale pour la justice, OCDE*

11h00 -11h45

Table ronde avec l'intervention des pays suivants :

- **M. Ahmed Thabaleh**, Vice-ministre de la justice, Autorité Palestinienne
- Tunisie (à confirmer)
- **Mme Samia Chakri**, Direction de la Coopération et de la Modernisation, Maroc
- **Mme Anna Skrjabina**, Responsable de projet financé par le Fonds social européen (FSE), Service d'administration des tribunaux, Lettonie

Discussion ouverte et questions-réponses :

Les participants seront invités à donner un bref retour d'information (2 min) sur le sujet.

### **Le programme de travail du Groupe de travail MENA-OCDE sur la réforme de la réglementation et l'état de droit**

11h45 -11h50

Amr Soliman, Analyste des politiques, Programme MENA-OCDE pour la gouvernance

11h50 - 12h00

#### **Mots de clôture**

- M. Maurizio Mensi, Directeur exécutif du Centre de Formation du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance



## Groupe de travail MENA-OCDE sur la réforme réglementaire et l'État de droit

Le Groupe de travail MENA-OCDE sur la réforme de la réglementation et l'état de droit (GT IV) promeut la mise en place d'un espace permettant aux pays de la région MENA et aux experts internationaux d'échanger sur les bonnes pratiques en matière de réforme réglementaire et de discuter de la manière de garantir un accès effectif aux services de justice et de renforcer l'état de droit. Le Groupe de travail fait partie du Programme OCDE-MENA pour la gouvernance, un partenariat stratégique entre les pays de la région MENA et les Membres de l'OCDE visant à mettre en commun des connaissances et des expertises afin de diffuser des normes et des principes de bonne gouvernance propices à un processus continu de réforme dans la région MENA. Les résultats des discussions du Groupe de travail IV sont transmis au Comité de la gouvernance publique et au Comité de la politique de réglementation de l'OCDE.

Il a pour objectif d'améliorer l'environnement réglementaire en utilisant des données probantes solides, en organisant des consultations systématiques, en mettant en place des outils de réglementation et en procédant à des examens réguliers du stock de législation, ce qui constitue une priorité commune pour les pays de la région MENA.

Le Groupe de travail a élaboré une Charte régionale pour la qualité de la réglementation (2016) fournissant aux pays de la région MENA un cadre commun de principes et de bonnes pratiques pour la gestion de la réglementation. Le Groupe de Travail s'appuie également sur la Recommandation de l'OCDE concernant la politique et la gouvernance réglementaires (2012) qui soutient la mise en œuvre d'une réforme réglementaire pour atteindre des objectifs stratégiques de politique publique. Le Groupe de travail est aligné avec le Comité de la gouvernance publique, le Comité de la politique de la réglementation et la table ronde sur l'accès à la justice.

## Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance

Le programme MENA-OCDE pour la Gouvernance est un partenariat stratégique entre les pays de la région MENA et de l'OCDE pour partager les connaissances et l'expertise, en vue de diffuser les normes et principes de bonne gouvernance qui soutiennent le processus de réforme en cours dans la région MENA. Le Programme renforce la collaboration avec les initiatives multilatérales les plus pertinentes actuellement en cours dans la région. En particulier, le Programme soutient la mise en œuvre du Partenariat de Deauville du G7 et aide les gouvernements à remplir les critères d'éligibilité pour devenir membre de du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert. Grâce à ces initiatives, le programme agit en tant que principal défenseur des réformes de la gouvernance publique en cours dans la région MENA. Le programme fournit une structure durable pour le dialogue politique régional ainsi que pour des projets spécifiques à chaque pays. Ces projets correspondent à l'engagement des gouvernements de la région MENA à mettre en œuvre des réformes du secteur public en vue de débloquent le développement social et économique et de répondre aux attentes croissantes des citoyens en termes de services de qualité, de prise de décision inclusive et de transparence.

[www.oecd.org/mena/governance/](http://www.oecd.org/mena/governance/).

Le Centre de Formation du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance – Caserte (Italie)

Le Centre de formation du programme MENA-OCDE pour la Gouvernance a été créé en 2012 par l'OCDE et l'École nationale d'administration italienne (SNA), pour soutenir les administrations

publiques des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord et promouvoir des initiatives de renforcement des capacités afin d'améliorer l'efficacité et l'efficacité du secteur public et de favoriser la bonne gouvernance. Le Centre est accueilli par la SNA dans le cadre prestigieux de son centre de formation au Palais Royal de Caserte. Il fait partie du programme de gouvernance MENA-OCDE qui encourage les réformes du secteur public et renforce la coopération internationale, en soutenant le dialogue entre les administrations publiques pour promouvoir une croissance économique durable dans la région MENA. Le centre de formation fait également partie du plan d'action sur la gouvernance ouverte et la lutte contre la corruption du partenariat de Deauville pour les pays arabes en transition (pilier de la gouvernance).

[www.menaoced-trainingcentre-sna.org/fr](http://www.menaoced-trainingcentre-sna.org/fr)

## L'OCDE

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est une organisation internationale qui promeut des politiques visant à améliorer le bien-être économique et social des populations du monde entier. Elle est composée de 38 pays membres, d'un secrétariat à Paris et d'un comité, composé d'experts issus du gouvernement et d'autres sphères, pour chaque domaine de travail couvert par l'Organisation. L'OCDE offre un forum dans lequel les gouvernements peuvent travailler ensemble pour partager leurs expériences et chercher des solutions à des problèmes communs. Nous collaborons avec les gouvernements pour comprendre les moteurs du changement économique, social et environnemental. Nous mesurons la productivité et les flux mondiaux d'échanges et d'investissements.



# CONTACT

Amr Soliman | Analyste des politiques et responsable de projet

[amr.soliman@oecd.org](mailto:amr.soliman@oecd.org)

Jean-Jacques Hible | Analyste des politiques

[jean-jacques.hible@oecd.org](mailto:jean-jacques.hible@oecd.org)

María Pascual | Analyste des politiques

[Maria.pascual@oecd.org](mailto:Maria.pascual@oecd.org)

Suivez-nous sur Twitter

[@OECDgov](https://twitter.com/OECDgov)

